Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: - (1975)
Heft: 329

Artikel: Aide au développement et gaspillage planétaire : pauvreté bien ordonnée commence par soi-même

Autor: [s.n.]

DOI: https://doi.org/10.5169/seals-1028753

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 11.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Aide au développement et gaspillage planétaire: pauvreté bien ordonnée commence par soi-même

« Le voyage le plus long commence par le premier pas. » Ce proverbe chinois ouvre un rapport extraordinairement stimulant sur le développement mondial[1] *que les délégués des Nations Unies devraient discuter lors de la prochaine assemblée générale de l'organisme international en question.*
La problématique globale de la croissance planétaire exposée tout au long des quelque 130 pages de cette étude, mériterait déjà que l'on s'y attardât longuement ; nous le ferons certainement, puisque les bases mêmes d'une politique helvétique d'« aide au développement » sont encore à définir.
Pour l'heure, arrêtons-nous aux propositions concrètes formulées, qui éclairent d'un jour cru nos relations avec le tiers monde : le « premier pas » du long voyage qui mène vers la coexistence avec les plus pauvres de la planète est à franchir chez nous, et rapidement. Tous les Schwarzenbach du monde n'y changeront rien. Des « amorces de solution », disent les auteurs ; des amorces explosives, en tout cas.
Une réflexion sur ces sujets est sans doute d'autant plus indispensable aujourd'hui, que la « relance » nationale occupe les esprits, les monopolise même, au point que la solidarité internationale paraît n'être plus qu'un hochet juste bon à bercer des utopies humanistes.

La toile de fond. « Entre les besoins des milliards d'êtres humains vivants ou à naître, et les limites écologiques, il y a une marge de liberté qui rend possible un autre développement, que faciliterait un nouveau système de relations internationales. Cette marge est flexible ; on peut l'élargir. Dans les sociétés du tiers monde, comme dans les pays industriels, elle dépend de la nature des politiques définies et mises en œuvre et, le plus souvent, de profondes transformations des structures socio-économiques propres à favoriser l'égalité et à libérer l'énergie créatrice des masses. »
L'urgence. « L'état du monde, caractérisé par la misère des masses et la dégradation de l'environnement, est inacceptable. Il doit changer. Beaucoup le reconnaissent, quoique de manière différente. »
Tenir compte de ces pétitions de principe, c'est formuler des propositions concrètes pour le changement.
Le terrain choisi pour la mutation, la Suède. A titre d'exemple, les auteurs travaillent sur un terrain politique et économique relativement familier pour les Suisses, et ils pensent pouvoir changer considérablement l'orientation du développement suédois tout en s'appuyant sur le système de valeurs actuellement prédominant, et en tablant sur les points suivants, qui sont assez proches de la réalité helvétique pour nous stimuler valablement :

a) « La tradition démocratique qui, en Suède, garantit les droits des personnes politiques, la liberté d'expression et de réunion, etc. (le développement devrait donc évidemment s'effectuer dans un cadre démocratique où la société chercherait à atteindre des objectifs définis selon un libre processus et conformes aux principes démocratiques). »

b) « Les caractéristiques fondamentales de l'Etat-providence, qui assume la responsabilité collective de prodiguer des soins à chaque citoyen et de veiller sur leur sécurité : programme pour les chômeurs, soins pour les malades, les infirmes, les personnes âgées, etc. »

c) « L'exigence générale d'un meilleur environnement, qu'il s'agisse de l'environnement naturel ou de l'environnement dans le cadre de la vie active (lutte contre la pollution, contre les accidents de travail, etc.). »

d) « Le fait d'accepter que le monde forme un tout, que l'idée de solidarité ne doit pas s'enfermer dans les frontières nationales, et que, par conséquent, nous avons le devoir, en tant que nation, de veiller à ce que les ressources de la planète soient réparties en fonction des besoins de chaque pays. »

Cette plateforme pourrait donc être acceptée « en principe » par tous les Suédois (lirions-nous les Suisses ?). A partir de là, et avant même de formuler des propositions concrètes, un consensus devrait être trouvé sur les principes de base suivants :

— Nécessité écologique : « La primauté de l'économie ne peut plus être défendue ; ce sont les conséquences à long terme des phénomènes écologiques qui déterminent les limites dans lesquelles ceux qui sont aux points de décision peuvent envisager les différentes solutions. »

— Le contenu de la croissance et la sélectivité dans l'innovation : « On ne peut plus se livrer à une consommation prodigue d'énergie et de matières premières ; il faut satisfaire les besoins de tous ; que la croissance soit lente ou rapide, son contenu est affaire politique ; le principe selon lequel toute innovation technique, qui semble pouvoir déboucher sur le marché, sera pleinement exploitée, doit faire place à une politique plus consciente en vue de favoriser les innovations qui permettent de satisfaire les besoins. »

— Nouveaux types de dépendance : « A l'intérieur de chaque pays, comme entre tous les pays, les relations sociales doivent être basées sur l'égalité, et partant, dans le respect intégral des principes de souveraineté, d'autonomie et de diversité. »

[1] « Que faire », Rapport Dag Hammarskjöld 1975, collection Development Dialogue 1975 1/2.

Il est certain que l'adoption de ces thèses préalables feraient déjà problème dans nombre de pays développés. Si elles réunissaient pourtant l'approbation d'une majorité, il serait alors possible d'envisager la mise en application des cinq propositions suivantes, calculées pour être l'amorce décisive à une politique différente du développement.

1. Un plafond pour la consommation de la viande

Aujourd'hui, en Suède, la consommation (inégale, bien sûr, parmi les différentes catégories de revenu) annuelle de viande par habitant est de 58,4 kilos (1974), répartis ainsi : bœuf, 16,6 kg ; porc, 30,7 kg ; veau, 1,8 kg ; volaille, 4,2 kg ; divers, 5,1 kg.
Si l'on sait que la production de 1 kilo de viande de bœuf exige en moyenne 2,5 kg de céréales (et 7,3 kg de foin), on se rend compte combien la consommation de cet aliment pèse lourd dans le budget alimentaire. D'où la proposition de ramener le niveau de consommation maximale annuelle par habitant à 15 kg pour le bœuf et 22 kg pour le porc, tout en maintenant le niveau actuel pour le veau et les volailles.
Faire en sorte que soit respecté le plafond ainsi établi, en appliquant la méthode qui consiste à distribuer des coupons et en imposant un contrôle des prix, plutôt qu'en procédant à des interventions directes sur le marché, permettrait d'une part, d'assurer une répartition plus égalitaire et, d'autre part, d'augmenter la consommation de viande de certaines catégories de personnes.

2. Un plafond pour la consommation de pétrole

La dépendance « pétrolière » : un problème politique important (la consommation suédoise s'est accrue spectaculairement, passant de pratiquement zéro en 1945, à 3,5 tonnes par habitant en 1970, réparties de la façon suivante : 1,8 tonne pour le chauffage, 0,9 tonne pour l'industrie, et 0,8 tonne pour les transports).
D'où la proposition de ramener le niveau de consommation annuelle par habitant à 3,5 tonnes environ. Un objectif à long terme qui pourrait être atteint en recourant à une réglementation des importations et à un contrôle du marché, en imposant des restrictions sur le plan technique et des sacrifices secondaires et en prenant d'autres mesures, notamment dans le domaine de l'habitat et des transports (voir ci-dessous).

3. Une utilisation plus économique des bâtiments

En moyenne, chaque Suédois dispose de quelque 40 m2 de surface habitable (environ deux tiers de cet espace est résidentiel) : « L'expérience quotidienne montre que l'on pourrait utiliser de façon plus économique l'espace disponible, sans pour autant apporter de grands changements dans l'utilisation qui est faite actuellement. »
D'où la proposition de diminuer de 20 % l'importance de l'espace occupé par habitant (le renouvellement du capital représenté par les constructions immobilières étant assez lent, la période de transition s'étendrait sur au moins dix ans). Les bâtiments constituant un facteur-clé de la politique de l'énergie en Suède, on voit d'emblée les répercussions d'une telle mesure sur la consommation de mazout par habitant pour le chauffage, par exemple...
Les moyens : « Les pouvoirs publics pourraient établir une réglementation visant à favoriser l'utilisation de techniques permettant d'économiser les ressources dans la construction et dans l'utilisation du patrimoine existant ; on devrait s'attacher à mettre au point un système qui pénaliserait l'utilisation insuffisante des bâtiments plutôt que l'excès de leurs dimensions ou leur valeur sur le marché ; pour les espaces non résidentiels, de larges économies pourraient être réalisées en affectant ces derniers à des fins différentes au cours de la journée... »

4. Rendre les biens de consommation plus durables

Quatre mesures parmi beaucoup d'autres, qui permettraient d'allonger la vie des biens de consommation (jusqu'à intervenir réellement sur le rythme de la croissance en général) :

— « Réglementation, par des lois, de la durée moyenne d'utilisation de produits clés ; le contrôle permettant de s'assurer que les produits répondent à des normes dont le respect serait de la responsabilité du fabricant. »

— « Là où ce serait possible, le fabricant serait responsable de la fiabilité de tous ses produits tout au long de leur vie utile (y compris la mise au rebut et, lorsque ce serait possible, le recyclage). »

— « Nécessité pour les associations de consommateurs d'insister pour que soit donnée la préférence aux produits aisément réparables, et pouvant être entretenus facilement. »

— « Certains produits de base (par exemple les vêtements de travail, les chaussures, les bicyclettes) de très haute qualité devraient être fabriqués et mis sur le marché dans un but non lucratif. »

5. Suppression des voitures particulières

A ce chapitre, le diagnostic est particulièrement sec : « Dans la plupart des régions suédoises, la population est encore assez dispersée, et il apparaît tout à fait normal que la voiture continue d'être le principal moyen de transport, sauf dans les zones où la densité de la population est élevée. Mais, si l'on veut éviter que ce moyen de transport ne prolifère dans les villes et dans toute l'économie du pays comme un véritable cancer (coût actuel d'une voiture : 25 % des dépenses totales d'une famille), il importe de le soumettre à tous les contrôles nécessaires. Il conviendrait tout d'abord d'interdire aux personnes et au sec-

● SUITE ET FIN AU VERSO

Aide au développement et gaspillage planétaire *(suite et fin)*

teur privé dans son ensemble la possession de voitures. »
Une réglementation devrait comporter au moins les dispositions suivantes :

— l'utilisation de la voiture serait interdite dans le centre des villes où les moyens de transport publics seraient tout indiqués ; les voitures particulières ne seraient plus utilisées que pour les voyages d'une certaine importance, et seraient mises à disposition par des agences municipales de location ;

— en dehors des villes, la vitesse serait limitée à 90 km/h et, pour que cette vitesse soit respectée, on cesserait simplement de produire des voitures plus rapides (comme c'est le cas aujourd'hui pour certains vélomoteurs).
D'où une diminution sensible de la consommation d'essence et d'huile ; d'où une diminution attendue du nombre d'accidents, etc.

Une valeur symbolique

L'effet escompté de telles mesures ? « Il va sans dire que l'influence directe que peuvent avoir ces projets sur l'équilibre mondial des ressources ou sur les conditions de vie est minime. Si ces propositions présentent un intérêt, c'est à un tout autre niveau. Une valeur plus que symbolique s'attacherait au fait qu'un pays riche donne effectivement suite à ses propres déclarations d'intention, et que cela pourrait suggérer à certains pays du tiers monde un moyen d'accélérer le processus de développement. Mais si ces propositions étaient acceptées, elles influenceraient essentiellement le climat politique de la Suède.
« Le changement réel dans la vie quotidienne serait sensible, mais pas spectaculaire. Dans le domaine de l'automobile, les restrictions constitueraient tout d'abord une gêne pour la famille, mais on s'habituerait vite à ne plus considérer la possession d'une voiture particulière comme l'objet d'une préoccupation constante. On observerait, d'autre part, une modification des régimes alimentaires. Une réduction sensible de la consommation de viande de porc aurait probablement une influence positive sur l'état de santé. Le rationnement de la consommation de la viande conduira à une meilleure connaissance des besoins réels du corps humain en protéines et calories. » De façon plus générale, les cinq mesures proposées entraîneraient très probablement un changement d'attitude de la part d'une grande partie de la population, qui prendrait mieux conscience des réalités du système international et des gaspillages qui sont le fait de la vie moderne. Les économies d'énergie et les discussions que le problème de l'énergie a suscitées depuis un an et demi semblent montrer qu'un tel changement de comportement est possible. »
Agir sur l'alimentation individuelle (bœuf), imposer des restrictions collectives (pétrole), susciter un effort d'imagination pour l'utilisation d'installations en commun (bâtiments), intervenir dans un secteur - clé de la production (biens de consommation) et, par là assurément, repenser le rôle de l'administration par exemple, fixer des limites au « progrès » (la voiture !), les spécialistes des Nations Unies n'y vont pas de main morte ! A imaginer les retombées des quelques propositions rapidement décrites ci-dessus, c'est un nouvel « art de vivre » que l'on découvre. Même s'il ne s'agit là que d'ébauches, même si le choix des terrains d'action relève de l'utopie, ce bouleversement paraît bien dans la ligne inévitable de notre solidarité avec les plus pauvres. S'il peut paraître choquant, c'est que l'on ne parle plus seulement d'exportation de richesses vers les déshérités, mais que l'on agit sur les excès de richesses des nantis, appelés à ne plus gaspiller le capital planétaire. A n'en pas douter, après l'échec de la politique traditionnelle de la charité, qu'elle soit publique ou privée, de telles réflexions sont indispensables.

LA SEMAINE DANS LES KIOSQUES ALÉMANIQUES

Des palliatifs

La faiblesse de la presse socialiste n'a pas encore décidé les responsables à chercher sérieusement une solution réaliste pour donner au principal parti suisse un organe largement répandu. Actuellement, et la baisse des budgets publicitaires joue là un rôle indéniable, plusieurs éditeurs cherchent des moyens de s'en sortir, qui nous paraissent peut-être des palliatifs. Pour le « Basler AZ », cela sera soit la disparition, soit l'adoption de la formule de l'« Ostschweizerische AZ », c'est-à-dire celle d'un journal aux gros titres, au « lay out » agressif, et qui n'a pas la prétention d'informer complètement des lecteurs que l'on sait abonnés à un autre journal local plus complet. Le « Thurgauer AZ », en quelques jours, a modifié sa formule et doublé le volume de lecture offert, en publiant cinq pages quotidiennes de politique suisse, de politique étrangère et de sport livrées par le « Badener Tagblatt ». Ainsi le quotidien libéral de Baden fournit une matière importante à trois quotidiens socialistes de Winterthour, de Schaffhouse et de Thurgovie. Cela ne convient pas à tous les lecteurs thurgoviens qui craignent cette influence « bourgeoise » dans des journaux socialistes, mais le rédacteur du « Thurgauer AZ » souligne qu'il n'y avait pas d'autre choix si l'on voulait éviter la disparition du journal d'Arbon.

Dynamisme à Aarau

L'« AZ Freier Aargauer » d'Aarau semble, quant à lui, décidé à lutter pour subsister. On le trouve maintenant dans des kiosques de Zürich et de Berne, par exemple, et il vient de commencer à publier une page hebdomadaire de la Suisse centrale pour combler le vide qui a suivi la disparition de l'« Innerschweizerische AZ ». Sera-ce suffisant pour sauver ce quotidien, imprimé main-